

Du *fact-checking* au *debunking* : quand les publics s’immiscent dans la lutte des journalistes contre les *fake news*

Nathalie Pignard-Cheyne,
Vincent Carlino

Les *fake news* sont apparues massivement dans le débat public et médiatique au tournant de l’année 2016, accusées d’avoir contribué au référendum pour le Brexit en Grande-Bretagne et à l’élection de Trump aux Etats-Unis. Face aux contours flottants de la notion, des chercheurs se sont attachés à en offrir définition et typologie, mettant en évidence le décalage volontairement assumé avec l’idée même de vérité (voir notamment la méta-étude de Tandoc et al., 2018). Une *fake news* peut être sommairement définie comme une information délibérément fautive voire trompeuse, destinée à manipuler l’audience. Si la définition a connu des ajustements et parfois fait débat (notamment dans ses « marges » comme la satire et la parodie), elle n’en demeure pas moins, sur le plan théorique, une forme d’antithèse de l’information journalistique, dans le rapport qu’elle entretient à la facticité. Antithèse car rappelons que le premier devoir du journaliste, selon la *Charte des Droits et devoirs des journalistes de Munich*¹, est de « respecter la vérité ».

Dans un contexte de dérégulation massive favorisée par les plateformes et les réseaux sociaux, médias et journalistes se voient ainsi non seulement concurrencés sur leur marché de la production et diffusion de l’information, mais également attaqués sur leurs valeurs par des acteurs qui tirent parti du nouvel écosystème informationnel (en particulier des logiques de dissémination virale favorisées par les algorithmes) pour propager leurs idé(ologi)es ou se faire de l’argent. En réaction, les journalistes brandissent le *fact-checking*, à l’origine méthode consubstantielle de l’exercice journalistique, devenue un genre à part entière qui s’incarne dans des rubriques et des formats consacrés. En parallèle, au sein de l’écosystème numérique, les phénomènes de désinformation évoluent, tout comme les dispositifs pour les juguler. C’est la rencontre de ces pratiques, valeurs et cultures (journalistique d’un côté et numérique de l’autre) que nous souhaitons explorer dans cet article.

Notre hypothèse est que la réponse initiale des journalistes à l’égard des *fake news*, traduite par le développement de services de *fact-checking*, s’est progressivement vue compléter d’une autre approche, celle du *debunking*, historiquement développée au sein de la culture numérique plus que journalistique. Au cœur de ce glissement, nous explorerons la question des liens entre médias/journalistes et publics, traditionnellement peu considérée sur ces sujets. Il ne s’agit pas ici de proposer une approche orientée sur la réception des contenus de désinformation, mais plutôt de saisir la question des pratiques journalistiques, en particulier celles liées à la lutte contre les *fake news*, dans ce qu’elles révèlent des évolutions dans la manière dont médias et journalistes intègrent voire engagent leurs publics.

Ce chapitre entend en effet défendre l’idée que le positionnement des journalistes à l’égard des *fake news* ne peut plus être abordé dans un seul rapport de stricte vérification des faits, mais que son évolution se joue également dans la manière d’appréhender les publics et de construire des liens spécifiques (d’observation, intégration, participation, etc.) avec eux. Cette réflexion se veut ainsi à la croisée des travaux sur les pratiques journalistiques de *fact-checking*, sur la culture numérique et les formes de *debunking* et enfin sur les modalités de participation des publics et plus largement de prise en compte de leurs attentes.

¹ Disponible sur https://www.journalisme.com/images/stories/pdf/charte_munich.pdf [consulté le 12/09/2022]

Du *fact-checking* au *debunking*

Le fact-checking, ou la défense d'un idéal journalistique ...

Dans la lutte contre les *fake news*, les journalistes ont assez vite réactivé une pratique qui a connu un nouvel essor à partir de la décennie 2010 : le *fact-checking*. Dans un premier temps réservé à la vérification des mensonges et exagérations des politiques, il s'est progressivement déporté sur la vérification de *fake news* en tous genres et s'est formalisé dans des rubriques, missions ou services *ad hoc*. Ce *fact-checking* contemporain peut être défini comme le travail de vérification des faits, *a posteriori* et non systématique, car reposant sur un choix préalable (Bigot, 2019).

Dans un contexte d'amplification de la désinformation, mais également de forte remise en cause des médias, il peut être perçu comme un vecteur de défense de la posture et de la plus-value journalistique, par la mise en visibilité de valeurs (la recherche de la vérité et le culte des faits) et de méthodes (la vérification des informations) emblématiques du journalisme professionnel tel qu'il s'est construit à la fin du XIX^e siècle.

Le plaidoyer de cet idéal normatif du journalisme peut être saisi comme une réponse à la menace que constituent les *fake news* que Tandoc et al. (2019) identifient comme un « *critical incident* » dont les causes sont exogènes à la profession, mais qui l'invitent à réaffirmer ses valeurs fondamentales pour la défendre comme institution et autorité. Dès lors, la pratique du *fact-checking* s'inscrit dans un journalisme traditionnel (« *traditionally oriented journalism* ») qui cherche à « renforcer l'autorité professionnelle du journaliste en mettant l'accent sur les normes d'objectivité, de précision et de transparence » (Zahay et al., 2020).

... à l'efficacité relative face aux fake news

Si le développement du *fact-checking* est significatif depuis quelques années (en France, plusieurs médias se sont dotés d'équipes spécialisées – citons *Le Monde*, *Libération*, l'AFP, *France Info*, etc.), les critiques et les doutes ont également affleuré. Ses détracteurs dénoncent l'idéal de neutralité et de factualité d'une pratique journalistique qui repose, comme toute autre, sur l'expression d'un choix éditorial (dans le cas du *fact-checking* politique, c'est par exemple l'équilibre des partis scrutés qui est critiqué). D'autres, y compris parmi les promoteurs de la démarche, s'interrogent sur l'efficacité réelle de ces contenus : le *fact-checking* est décalé dans le temps par rapport à la *fake news* dont il peine à endiguer la diffusion après-coup. C'est également une pratique chronophage qui ne permet pas de vérifier systématiquement toutes les informations trompeuses diffusées sur les réseaux sociaux. Mais surtout, des doutes émergent quant à la capacité à toucher et convaincre les publics les plus exposés à la désinformation. En effet, les contenus de *fact-checking* n'essaient guère au-delà des publics fidèles et peinent par conséquent à atteindre les personnes les plus en marge des pratiques médiatiques traditionnelles, voire qui éprouvent un sentiment de défiance à leur égard.

Une évolution se fait jour. Depuis quelques années, les contenus de *fact-checking* ne se focalisent plus exclusivement sur la vérification de déclarations politiques ou de faits clairement circonscrits. Des sujets plus vastes relatifs à l'environnement (changement climatique, énergies...) ou à la santé (traitements, vaccination) ont fait leur incursion dans le débat public, mais aussi dans les rubriques de *fact-checking*. Ce phénomène s'explique en partie par l'évolution de la nature des *fake news* qui ne sont plus uniquement des objets de campagnes de désinformation destinées à nuire à des adversaires, par exemple politiques. Ces contenus, parmi lesquels on compte les théories complotistes, fonctionnent plutôt comme des matrices d'explication du réel qui rendent difficile voire impossible la vérification de faits isolés. De leur côté, les plateformes telles que Google et Facebook encouragent les démentis de contenus viraux (rumeurs, photomontages, vidéos sans

contexte, etc.), plutôt que la vérification de déclarations politiques, auprès de leurs rédactions partenaires (Graves, Mantzarlis, 2020).

Si l'évolution est claire, de nombreux travaux utilisent les termes de *fact-checking* et de *debunking* sans opérer de claire distinction, voire comme synonymes. Pourtant, il nous semble essentiel de distinguer plus finement ces deux approches, qui s'inscrivent non seulement dans des généalogies distinctes et des cultures propres, mais qui permettent aussi de saisir des positionnements très différents de la part des individus qui les mettent en œuvre.

Le debunking, au-delà de la vérification des faits

Le *debunking* vise à déconstruire (« démystifier ») des rumeurs, des théories ou des *fake news* qui circulent de manière virale sur les plateformes numériques. Historiquement né au XVIII^e siècle, cette pratique est plutôt l'œuvre, à ses débuts, d'amateurs éclairés et de personnages iconoclastes (des comédiens, écrivains, astronomes, forains, humoristes, magiciens, etc.), avant d'être également exercée par des institutions para-scientifiques (voir notamment Aspray, Cortada, 2019 pour une histoire du *debunking* et de ses acteurs).

À la fin des années 1990, le *debunking* rencontre la culture numérique : les internautes discutent alors de rumeurs, *hoaxes* et autres mythes sur des forums ou des sites spécialisés. Ces discussions visent surtout à aiguïser l'esprit critique pour se prémunir du *phishing* par exemple. Progressivement, ces pratiques se diffusent jusqu'aux journalistes, au point où *Snopes*, l'un des pionniers du *fact-checking* politique américain, s'est illustré dans un premier temps par ses *debunkings* de légendes urbaines sur une liste UseNet² (Aspray, Cortada, 2019).

Aujourd'hui, le *debunking* est pratiqué par un nombre croissant de médias, qui n'hésitent pas à s'appropriier le terme (par exemple, « Vrai ou Fake » se présente sur *France Info* comme « la plateforme de *fact-checking* et de *debunking* de l'ensemble de l'audiovisuel public »). Sans abandonner la vérification des faits, le *debunking* dirige surtout la focale sur l'explication des *fake news*, leur mise en contexte, voire la clarification des intentions de leurs auteurs. Ceci de façon pragmatique et compréhensive, du point de vue des récepteurs, dans l'espoir de les émanciper en les rendant acteurs de leur consommation d'informations. Alors que le *fact-checking* s'arrête une fois que les faits sont déclarés comme étant avérés ou non, le *debunking* explore les incertitudes qui entourent les sujets complexes, notamment scientifiques, et que les marchands de doute prétendent combler.

En partant d'une information déjà reconnue et identifiée comme fausse et se proposant d'en expliquer les mécanismes de diffusion ainsi que les techniques (rhétoriques, cognitives, etc.) visant à la rendre crédible, la posture du *debunker* se distingue de celle du *fact-checker* dont la volonté principale est d'établir la vérité dans les faits, sans préjuger du résultat. L'enjeu ne concerne pas uniquement la vérification des faits : il porte sur l'intentionnalité des acteurs qui produisent et diffusent des *fake news* et implique en cela une position combative contre les pratiques de ces désinformateurs vus comme en rupture avec les valeurs et principes déontologiques des professionnels de l'information (éthique, honnêteté, etc.).

Dans la guerre contre les *fake news*, cette opposition parfois frontale avec les désinformateurs place les journalistes au cœur des discussions dans l'espace public, aux côtés de leur audience.

Lutter contre les *fake news* : un rapport plus horizontal avec les publics ?

Une plus grande attention portée aux publics

² Système de réseau de forums créé en 1979 réunissant des communautés numériques pionnières de l'Internet autour de divers sujets de discussion : technique, politique, (contre-) culture, etc. (Cardon, 2019, 59).

Le glissement au sein du champ médiatique du *fact-checking* vers le *debunking* met en évidence une évolution dans la posture journalistique, dans ses valeurs et méthodes, mais également dans le rapport instauré avec les publics. Nourri par la culture numérique et participative, le *debunking* place la focale non seulement sur le contenu informationnel (la rumeur, la *fake news*, la théorie complotiste), mais également sur la manière dont il est appréhendé, « reçu » par les publics. Les *debunkings* de journalistes s'ouvrent régulièrement sur des formules (telles que « vous avez nécessairement vu passer cette rumeur », « vous avez sans doute reçu ce message sur les réseaux sociaux »), ou proposent de revenir sur une information « reprise par de nombreux sites ». Ces formulations traduisent la volonté de mettre en avant des contenus susceptibles d'intéresser voire de préoccuper les lecteurs. On peut y voir l'une des manifestations de ce que Costera Meijer (2020) qualifie plus largement d'« *audience turn* », c'est-à-dire, chez les journalistes, le passage d'une attitude de mise à distance de l'audience à celle d'une observation plus attentive.

Certains journalistes en lutte contre les *fake news* incarnent cette volonté de proximité envers les publics. Citons par exemple Julien Pain, journaliste en charge de la rubrique « Vrai ou Fake » de *France Info*. Dans ses sujets, il va physiquement à la rencontre des publics, dans la rue, les interpelle, les fait réagir, et s'inscrit dans une posture de plus grande horizontalité avec les internautes (dont on peut bien sûr questionner les effets de mise en scène). En cela, il reprend les codes des créateurs de contenus des plateformes comme Instagram, YouTube ou encore Twitch. Ces dernières sont d'ailleurs des catalyseurs de participation, à travers les différentes possibilités d'engagement qu'elles offrent. Elles ont également mis en place des fonctionnalités de signalement de *fake news* ou de sujets que des médias partenaires pourront ensuite *fact-checker* et *debunker*. La participation y est alors en grande partie automatisée et entièrement gérée par les plateformes qui agissent en intermédiaires entre les usagers et les journalistes.

Le développement de dispositifs participatifs

Côté média, l'attention portée aux publics s'exprime également dans des dispositifs participatifs et conversationnels qui peuvent paraître assez éloignés de la culture originelle du *fact-checking*. « Checknews » du site de *Libération* est emblématique de cette réactivation des principes du journalisme participatif dans la lutte contre les *fake news* (Nicey, 2020). Créé en 2017³ ce service de « *fact-checking* à la demande » souligne le fait que « les médias ont perdu une part de la confiance des citoyens » et leur « besoin d'être entendus ». Comme le note Jérémie Nicey, ce positionnement est en phase avec le *Code de principes de l'IFCN* (*International Fact-checking Network*), organisme qui délivre une certification internationale en termes de *fact-checking* et qui appelle notamment à prendre en compte les questions des publics. Pour Checknews, le succès semble au rendez-vous puisque le service (qui comprend une petite équipe de journalistes au regard de la rédaction) réalise régulièrement plus de 20% de l'audience globale du site, tout en s'étant construit une image d'indépendance au sein de son propre média.

D'autres formats et dispositifs éditoriaux favorisent le recueil des interrogations des lecteurs. C'est le cas par exemple du *live-blogging*, dont *Le Monde* et *France Info* se sont fait une spécialité en France. Les journalistes s'appuient sur les réactions et sollicitations de leurs publics lors de la couverture d'événements imprévus (catastrophes naturelles, attentats, faits divers, etc.), générant une forte incertitude et des demandes de vérifications en temps réel (Pignard-Cheynel, Sebbah, 2015). Malgré un cadrage journalistique fort (la majorité des questions, contributions et commentaires des internautes n'est pas forcément retenue pour publication), ces dispositifs sont construits à partir de l'idée d'une contribution possible voire sollicitée des publics dans la construction du récit journalistique.

³ Ce service a été créé dans la continuité du service « Désintox » né en 2007.

Ce mouvement vers les publics marque également la volonté d'explicitier les méthodes de fabrication (et de vérification) de l'information. Plutôt que de (sur)investir la figure du journaliste *gate-keeper*, le *debunking* encourage la publicisation voire la mise en scène du processus de vérification d'informations et de confrontation des sources à disposition. Le format *live* en particulier, qu'il se fasse sur les sites de médias ou sur des plateformes dédiées comme Twitch, se démarque en ce qu'il dévoile une partie du journalisme en train de se faire, y compris dans les questions des lecteurs en demande d'accès aux « coulisses » des médias. Encore naissantes dans les rédactions, ces initiatives acquièrent une portée citoyenne en-dehors des médias, à l'instar de la rédaction collaborative créée par la journaliste indépendante Aude Favre qui réunit des individus concernés par les *fake news* sur un serveur Discord servant à la fois de plateforme de vérification et discussion collaborative, ainsi que de lieu (re)découverte et d'appropriation critique de la pratique journalistique.

L'enjeu de la transparence

De moins en moins isolés dans des rubriques dédiées, *fact-checking* et *debunking* participent ainsi de réflexions plus globales sur l'évolution du journalisme. L'ouverture vers les publics en est une. L'impératif de transparence en est une autre. Soulignons d'ailleurs que l'IFCN (*International Fact-checking Network*) préconise aux *fact-checkers* de rendre accessibles aux publics leurs éléments de vérification. Cette approche, que l'on peut voir comme un mimétisme des pratiques instaurées par des créateurs de contenus qui partagent les liens vers leurs sources sur les réseaux sociaux numériques (notamment dans les descriptions de vidéos YouTube), irrigue aujourd'hui les rédactions, dépassant d'ailleurs la lutte contre les *fake news*. On peut citer par exemple l'annonce récente du groupe France Télévisions qui s'engage à fournir les principales sources de ses productions informationnelles via son outil « Nos Sources ». En 2011 déjà, Karlsson voyait dans l'essor de la transparence une réponse à la crise de confiance envers les médias, mais surtout l'expression d'une évolution dans « l'idéal de vérité du journalisme ». En parallèle de la stratégie traditionnelle consistant à fournir des informations exactes au public (que l'on peut associer au *fact-checking* tel que défini dans ce chapitre), se déploierait dorénavant (et dans le contexte numérique en particulier) une autre stratégie, fondée sur la transparence et un discours franc envers l'audience, reposant sur plus grande volonté d'ouverture et de participation des publics (Karlsson, 2011). En cela, l'évolution des pratiques des journalistes à l'égard des *fake news* peut être saisie comme un révélateur de changements plus larges à l'œuvre dans le champ professionnel journalistique.

Références bibliographiques

- ASPRAY, W., et J-W., CORTADA., « From Debunking Urban Legends to Political Fact-Checking », in *From Urban Legends to Political Fact-Checking: Online Scrutiny in America, 1990-2015*, 2019, 9-39. History of Computing, Cham, Springer, https://doi.org/10.1007/978-3-030-22952-8_2.
- BIGOT, L., *Fact-checking vs fake news. Vérifier pour mieux informer*, Études & controverses, Paris, 2019 INA.
- CARDON, D., *Culture numérique*. Paris, 2019, Presses de Sciences Po.
- COSTERA MEIJER, I., « Understanding the Audience Turn in Journalism: From Quality Discourse to Innovation Discourse as Anchoring Practices 1995–2020 ». *Journalism Studies* 21 (16), 2020, 2326-42, <https://doi.org/10.1080/1461670X.2020.1847681>.
- GRAVES, L., et A., MANTZARLIS, « Amid Political Spin and Online Misinformation, Fact Checking Adapts ». *The Political Quarterly* 91 (3), 2020, 585-91. <https://doi.org/10.1111/1467-923X.12896>.

- KARLSSON, M., « The Immediacy of Online News, the Visibility of Journalistic Processes and a Restructuring of Journalistic Authority ». *Journalism* 12 (3), 2011, 279-95. <https://doi.org/10.1177/1464884910388223>.
- NICEY, J., « Les pratiques de fact-checking journalistique participatif, entre contraintes et intérêts ». *Interfaces numériques* 9 (2), 2020, 1-15. <https://doi.org/10.25965/interfaces-numeriques.4283>.
- PIGNARD-CHEYNEL, N., et B., SEBBAH, « Le live-blogging: les figures co-construites de l'information et du public participant. La couverture de l'affaire DSK par lemonde.fr. » *Sur le journalisme* 4 (2), 2015, 134-53.
- SINGER, J., D., DOMINGO, A., HEINONEN, A., HERMIDA, S., PAULUSSEN, T., QUANDT, Z., REICH, et M., VUJNOVIC. 2011. *Participatory Journalism: Guarding Open Gates at Online Newspapers*. Chichester: Wiley-Blackwell.
- TANDOC, E., J., JENKINS, et J., CRAFT, « Fake News as a Critical Incident in Journalism ». *Journalism Practice* 13 (6), 2019, 673-89. <https://doi.org/10.1080/17512786.2018.1562958>.
- TANDOC Jr., EDSON C., Z., LIM, et R., LING, « Defining "Fake News" ». *Digital Journalism* 6 (2), 2018, 137-53. <https://doi.org/10.1080/21670811.2017.1360143>.
- ZAHAY, M., K., JENSEN, Y., XIA, et S., ROBINSON, « The Labor of Building Trust: Traditional and Engagement Discourses for Practicing Journalism in a Digital Age ». *Journalism & Mass Communication Quarterly*, 2020, 1077699020954854. <https://doi.org/10.1177/1077699020954854>.